



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché de Défense ou de Sécurité

(article L.1113-1.4° du code de la commande publique)

Procédure adaptée restreinte

(articles L.2320-1 et R.2323-1 aux R.2323-4 du code de la commande publique)

**Hôtel de police de NANTES (44)
Travaux de remplacement de portes renforcées**

**projet de
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

version provisoire pour la phase candidature, à titre d'information

Le présent CCAP comporte 23 pages dont celle-ci.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1. Objet du marché et lieux d'exécution.....	4
2. Mode de passation.....	4
3. Décomposition et consistance.....	4
ARTICLE 2 – INTERVENANTS	5
1. Pouvoir adjudicateur et organisme passant le marché.....	5
2. Maîtrise d'ouvrage.....	5
3. Conduite de l'opération.....	5
4. Contrôle technique de construction.....	5
5. Plan d'hygiène et de sécurité.....	5
6. Titulaire.....	5
a) Co-traitant.....	5
b) Sous-traitant.....	6
ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES	7
1. Pièces particulières.....	7
2. Pièces générales.....	7
3. Exemple unique ou certificat de cessibilité.....	7
ARTICLE 4 – CLAUSES SPÉCIFIQUES	8
1. Obligation de confidentialité.....	8
2. Travaux sur site sécurisé.....	8
3. Risque de pandémie.....	9
a) Prolongation de la durée du contrat.....	9
b) Suspension du contrat.....	9
c) Surcoûts éventuels.....	9
4. Clauses environnementales.....	9
ARTICLE 5 – DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	10
1. Durée du marché - Délai global d'exécution des prestations.....	10
2. Retard dans l'exécution des travaux.....	10
ARTICLE 6 – COMMUNICATION AVEC LE TITULAIRE	10
1. Notification et information.....	10
2. Ordre de service.....	10
ARTICLE 7 – CLAUSES FINANCIÈRES	11
1. Prix.....	11
a) Caractéristiques des prix pratiqués.....	11
b) Approvisionnements.....	11
c) Modalités de variation des prix.....	11

<i>d) Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....</i>	<i>11</i>
2. Garanties financières.....	12
3. Avance.....	12
<i>a) Pour le titulaire.....</i>	<i>12</i>
<i>b) Pour les sous-traitants.....</i>	<i>12</i>
4. Modalités de règlement des comptes.....	13
<i>a) Facturation électronique.....</i>	<i>13</i>
<i>b) Projets de décompte.....</i>	<i>13</i>
<i>c) Délai global de paiement.....</i>	<i>14</i>
<i>d) Intérêts moratoires.....</i>	<i>14</i>
<i>e) Paiement des co-traitants.....</i>	<i>14</i>
<i>f) Paiement des sous-traitants.....</i>	<i>14</i>
<i>g) Application de la taxe à la valeur ajoutée.....</i>	<i>14</i>
5. Cession ou nantissement de créances.....	15
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
1. Caractéristiques des matériaux et des produits.....	16
2. Préparation et coordination des travaux.....	16
<i>a) Programme d'exécution des travaux.....</i>	<i>16</i>
<i>b) Plan d'exécution – Notes de calculs – Études de détail.....</i>	<i>16</i>
<i>c) Avance sur matériels.....</i>	<i>16</i>
3. Installation et organisation du chantier.....	16
<i>a) Installation du chantier.....</i>	<i>16</i>
<i>b) Alimentation des fluides.....</i>	<i>17</i>
<i>c) Stockage de matériel et de matériaux.....</i>	<i>17</i>
<i>d) Sécurisation du chantier.....</i>	<i>17</i>
<i>e) Nettoyage du chantier.....</i>	<i>17</i>
<i>f) Registre de chantier.....</i>	<i>17</i>
<i>g) Réunion de chantier.....</i>	<i>17</i>
4. Protection de la main-d'oeuvre et conditions de travail.....	17
5. Assurances.....	18
ARTICLE 9 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	19
1. Essais et contrôle des ouvrages.....	19
2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	19
3. Documents fournis après exécution.....	19
4. Réception.....	20
5. Levée des réserves.....	20
6. Garantie des prestations.....	20
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS	21
ARTICLE 11 – RÉSILIATION	22
ARTICLE 12 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	22
ARTICLE 13 – LANGUE	22
ARTICLE 14 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	23
ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	23

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Objet du marché et lieux d'exécution

La présente consultation concerne les travaux de remplacement de portes renforcées d'un service de police situé à l'hôtel de police de Nantes (44) sis 6 place Waldeck Rousseau.

L'objet principal des travaux concerne en base le remplacement de 7 portes par des portes retardatrices d'effraction et le remplacement de cloisons et en prestations supplémentaires éventuelles le remplacement de 3 portes supplémentaires.

Caractéristiques :

- site occupé avec continuité de service ;
- une partie du site est classé « Défense » ;
- engagement de confidentialité des candidats.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

2. Mode de passation

Le présent marché public de défense et de sécurité au titre de l'article L.1113-1.4° du code de la commande publique a pour objet des travaux destinés à la sécurité et qui font intervenir, nécessitent ou comportent des supports ou informations protégés ou classifiés dans l'intérêt de la sécurité nationale.

Ce marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2320-1 et R.2323-1 aux R.2323-4 du code de la commande publique et est restreinte.

3. Décomposition et consistance

Les travaux comportent **une seule tranche** et un (1) **lot unique** conformément aux exceptions de l'article L.2113-11-2° du code de la commande publique, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

ARTICLE 2 – INTERVENANTS

1. Pouvoir adjudicateur et organisme passant le marché

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique est le préfet de zone de défense et de sécurité ouest.

L'organisme chargé de passer ce marché est le bureau zonal des achats et des marchés publics du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Ouest.

2. Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage, au titre de l'article L.2411-1 du code de la commande publique, est, pour le présent marché :

PRÉFECTURE DE ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest
28 rue de la Pilate
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2

3. Conduite de l'opération

La **conduite d'opération** n'est pas une conduite d'opération au sens des articles L.2422-3 et L.2422-4 du code de la commande publique. Elle est assurée par :

Préfecture de zone de défense et de sécurité ouest
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Ouest
Direction de l'Immobilier
28 rue de la Pilate
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2

4. Contrôle technique de construction

Un contrôleur technique de construction au sens du Code de la construction et de l'habitation sera désigné pour cette opération.

5. Plan d'hygiène et de sécurité

Un plan de prévention sera établi.

6. Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

a) *Co-traitant*

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

b) Sous-traitant

Le titulaire peut sous traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet une déclaration conformément à l'article R.2393-27 du code de la commande publique, en précisant la date de signature du contrat de sous-traitance. La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement, s'il est déclaré lors du dépôt de l'offre.

Pendant la période de préparation ou en cours d'exécution du marché, la demande d'agrément du sous-traitant doit être adressée contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle devra parvenir au maître d'ouvrage 21 jours au plus tard avant le début de l'intervention du sous-traitant.

Tout nouveau sous-traitant présenté en cours d'exécution devra justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières et être accepté par le pouvoir adjudicateur. Il ne pourra être accepté aussi si le titulaire remet à la personne publique la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (articles L.2341-1 à L.2341-7 du code de la commande publique).

La demande d'agrément du sous-traitant doit être composée :

- d'un formulaire DC4 dûment complété (formulaire disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) précisant la date de signature du contrat de sous-traitance ;
- des certificats de qualifications professionnelles (la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références) ;
- des attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins de 6 mois ;
- d'une attestation d'assurance en cours de validité ;
- d'un extrait du registre pertinent tel qu'un extrait K bis (moins de 3 mois) ;
- d'un relevé d'identité bancaire ;
- le cas échéant, des pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

En cas de non-respect du délai de transmission de la demande d'agrément, le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence de réponse du représentant du pouvoir adjudicateur pour justifier un retard d'exécution et/ou une désorganisation de chantier.

Un titulaire qui demandera un changement de sous-traitant au cours de l'exécution du marché devra justifier que ce sous-traitant dispose des qualifications équivalentes. De plus, il devra transmettre l'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ainsi qu'un état de paiements effectués au sous-traitant et de l'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat.

IMPORTANT

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 46.3 du CCAG-travaux.

Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du contrat ni sur la nature des prestations contractuelles.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux :

1. Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications contractuelles éventuelles,
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications contractuelles, postérieurs à la notification du marché,
- Le mémoire technique de l'entreprise titulaire du marché et ses annexes.

2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur le jour de la publication du présent marché.

- cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 en vigueur,
- cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S.- D.T.U) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,
- cahier des charges des documents techniques unifiés (C.C.D. - D.T.U.).

Les exemplaires des documents contractuels, dont l'original de l'Acte d'Engagement, conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi.

3. Exemplaire unique ou certificat de cessibilité

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché sur demande du titulaire, par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-travaux.

ARTICLE 4 – CLAUSES SPÉCIFIQUES

1. Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG travaux.

Les données détenues par l'Administration et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de la consultation et de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux programmes détenus par l'Administration, de quelque nature qu'ils soient, dont le titulaire a à faire usage pour l'exécution de la prestation ou dont il a connaissance à l'occasion de cette exécution.

Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants du titulaire.

Il a été demandé aux candidats de joindre à leur candidature un engagement de confidentialité dûment daté et signé, applicable à l'ensemble des intervenants (cotraitants ou sous-traitants, et plus généralement à toute personne physique ou morale amenée à prendre connaissance de ces documents).

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

2. Travaux sur site sécurisé

L'attention du prestataire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité. Une partie du site est classée « Défense ».

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au Ministère de l'Intérieur en général et sur le site, en particulier. Celles-ci seront détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) en phase offre.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, sera obligatoire pour la visite de site (obligatoire en phase offre) et l'exécution des prestations par l'attributaire et ce pour tous les intervenants au projet (personnels du chantier, des livraisons, sous-traitants, co-traitants, personnels intérimaires et/ou collaborateurs, prestataires de service, etc...).

L'établissement des autorisations individuelles d'accès implique de remettre au conducteur d'opération, trois semaines avant la première réunion de chantier :

- la liste exhaustive des personnels devant intervenir sur le site ou se présenter aux réunions de chantier accompagnée de la photocopie, recto-verso, lisible de leur carte d'identité ;
- la liste exhaustive des véhicules professionnels susceptibles d'accéder au site (numéro d'immatriculation).

Les mêmes éléments seront à transmettre au conducteur d'opération, 7 jours avant leur intervention pour les personnels non prévus initialement devant accéder aux locaux.

Aussi, il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

L'administration peut refuser ou retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

3. Risque de pandémie

Dans le cas d'une pandémie et d'une déclaration d'état d'urgence sanitaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cette pandémie, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation.

a) *Prolongation de la durée du contrat*

La durée de l'exécution du contrat pourra éventuellement être prolongée.

b) *Suspension du contrat*

Le contrat pourra être suspendu :

- soit à l'initiative du pouvoir adjudicateur qui préviendra le titulaire du marché de cette décision par écrit, avec une date de réception certaine,
- soit à la demande du titulaire (si celui-ci est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie du contrat) qui devra prévenir immédiatement le pouvoir adjudicateur par écrit, avec une date de réception certaine.

Dans ces situations, aucune pénalité contractuelle ne sera appliquée.

c) *Surcoûts éventuels*

Le pouvoir adjudicateur pourra prendre en charge, au cas par cas, tout ou partie des surcoûts éventuels :

- liés à la période d'interruption (coûts directs)
- liés aux nouvelles modalités d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur établira des **modifications contractuelles** pour prendre en compte les mesures prises dans le cadre de la pandémie.

4. Clauses environnementales

Le pouvoir adjudicateur s'est engagé dans une politique de développement durable dans sa dimension environnementale. A ce titre et conformément à l'article R.2312-4 du Code de la Commande Publique, des pénalités sont prévues au marché pour non respect du tri des déchets relatif aux articles 7, 31 et 36 du CCAG et la faible nuisance du chantier (Cf. Article 10 – Pénalités). Le jugement des offres intègre une mesure de la qualité des offres sur la faible nuisance du chantier dans le cadre de la pondération des critères.

ARTICLE 5 – DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

1. Durée du marché - Délai global d'exécution des prestations

La durée du marché correspond à la période pendant laquelle le titulaire est tenu d'exécuter ses obligations contractuelles. Elle débute à compter de la notification du marché au titulaire à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le délai d'exécution global des prestations, correspond à la période de réalisation des travaux. Ce délai fixé à l'acte d'engagement (AE), débute à la date fixée par l'ordre de service de démarrage notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur et se termine à la date d'achèvement des travaux.

Ce délai correspond à deux (2) mois de préparation et six (6) semaines d'exécution.

2. Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, et par dérogation à l'article 20 du CCAG, une pénalité journalière sera appliquée par jour calendaire de retard (Cf. Article 10 – Pénalités).

Le simple constat du maître d'œuvre entraîne de fait l'application de cette retenue sur chaque décompte mensuel. Cette retenue sera restituée à l'échéance du calendrier prévisionnel de l'exécution des travaux du lot si celui-ci est respecté.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION AVEC LE TITULAIRE

1. Notification et information

Pour les notifications au titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) qui permet d'attester de la date et de l'heure de leur réception.

2. Ordre de service

Le titulaire s'engage à signer les ordres de service pour signifier son accord et à les retourner au maître d'ouvrage.

Pour l'exécution des prestations

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés.

Pour la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs

La réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient doivent être établis par ordres de services.

Tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG Travaux, doivent, pour être opposables au maître d'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

ARTICLE 7 – CLAUSES FINANCIÈRES

1. Prix

a) *Caractéristiques des prix pratiqués*

Les prestations sont réglées à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Il sera fait application de la TVA au taux en vigueur et le montant, toutes taxes comprises, apparaîtra.

Les prix sont réputés comprendre les dépenses prévues à l'article 10 du CCAG.

b) *Approvisionnements*

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG, il ne sera réglé aucun acompte sur approvisionnements.

c) *Modalités de variation des prix*

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé mois "**Zéro**" (**Mo**) et est indiqué sur la 1^{ère} page de l'acte d'engagement.

Le **prix est ferme et actualisable** dans les conditions des articles R.2312-10 du code de la commande publique, à savoir :

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix et la date de début d'exécution des prestations (date de l'OS de démarrage de la période de préparation). L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

L'index d'actualisation est : BT 42

Les valeurs des indices sont consultables sur le site :

http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixCriteres.action?codeGroupe=1606&request_locale=fr

La formule mise en œuvre est la suivante :

Prix nouveau = prix initial x $\frac{\text{indices à la date de début d'exécution des prestations} - 3 \text{ mois}}{\text{indices de la date de fixation du prix dans l'offre.}}$

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

d) *Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives*

Lorsque des travaux supplémentaires ordonnés par le maître d'ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnés dans la décomposition du prix global forfaitaire, la modification correspondante de ce prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées en plus ou en moins les prix d'unités de la décomposition (article 14 du CCAG).

Si les prestations nouvelles ne figurent pas dans la décomposition du prix forfaitaire, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée.

Les prix des devis relatifs aux éventuelles modifications contractuelles au marché seront établis sur la base du mois M0 du marché. Ils pourront donc être actualisables comme prévu à l'article 3.4.1 du présent CCAP.

2. Garanties financières

pour les marchés d'un montant initial supérieur à 50.000,00 € HT.

Une retenue de garantie de **5 %** du montant toutes taxes comprises des travaux indiqué dans l'acte d'engagement sera demandée au titulaire. Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R.2351-12, ce taux est de **3 %** (article L.2391-7 du code de la commande publique).

Elle peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande (articles R.2391-25 du code de la commande publique).

Le remboursement de la retenue de garantie ou de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire interviendra dans les conditions prévues aux articles R.2391-24 et R.2391-25 du code de la commande publique.

3. Avance

a) Pour le titulaire

Pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 50 000,00 € HT et d'une durée supérieure à 2 mois, une avance de 10 % est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2351-12 du code de la commande publique.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le paiement de l'avance interviendra dans le délai de 30 jours, compté à partir de la date de l'ordre de service de démarrage. Toutefois, le délai courra à compter de la date de réception de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire, si elle est exigée.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des travaux réalisés par l'entreprise, qui figure à un décompte mensuel, atteindra ou dépassera cinquante pour cent (50 %) du montant initial du marché. Il devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (70 %) du montant du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application, éventuellement, de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

b) Pour les sous-traitants

Une avance peut être versée, à leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant et la durée des travaux y ouvre droit. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues aux articles R.2393-36 à R.2193-39 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

4. Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-travaux.

a) *Facturation électronique*

En application des articles L.2392-1 à L.2392-7 du code de la commande publique, le titulaire du marché ainsi que les éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent les factures sous forme électronique via la portail de facturation « Chorus Pro ».

Il sera aussi fait application des dispositions prévues aux articles D.2192-1, D.2192-2 et R.2192-3 du code précité.

Les factures / les projets de décompte mensuels, sont libellées au nom du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest – Chorus « Pôle immobilier », et transmises par l'intermédiaire du module « travaux » du portail gratuit et sécurisé « Chorus Pro » sur le site <https://chorus-pro-gouv.fr>

Renseignements utiles pour la dématérialisation :

Dans le bloc « MOE » **et** le bloc « Destinataire » :

n° SIRET : 13002036500016
code service : BFMI35

Pour l'efficacité du traitement des demandes, l'attention du titulaire est portée sur le nommage des documents déposés dans l'application Chorus Pro. Il veillera à la bonne identification des différents justificatifs.

Pour toutes informations complémentaires, le titulaire peut se référer à la documentation disponible à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

b) *Projets de décompte*

◦ Paiement mensuel

Les projets de décompte mensuels seront présentés conformément à l'article précité pour le versement des acomptes.

Conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application du 29 mars 2013 n° 2013-269, ainsi que des dispositions de l'article 13.1 du CCAG, l'entrepreneur établit son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

- 1) la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage) et le cas échéant celles des sous-traitants payés directement accompagnée de l'attestation de paiement direct (noms et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique ou raison sociale complète s'il s'agit d'une personne morale) ;
- 2) les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- 3) l'objet succinct du marché ;
- 4) la période au cours de laquelle ont été effectués les travaux qui font l'objet de la demande de paiement ;
- 5) son numéro de SIRET (14 chiffres) et les références du compte à créditer.

En présence de sous-traitants éligibles au paiement direct, le titulaire joint les attestations de paiement direct (une pièce jointe par attestation).

◦ Paiement final – Décompte général – Solde

La demande de paiement finale, le décompte final et le décompte général et définitif sont établis, transmis et réglés dans les conditions de l'article 13 du CCAG, modifié par l'arrêté du 3 mars 2014.

Le projet de décompte final devra parvenir en **trois exemplaires** dans les délais prévus par la réglementation et comportera les documents suivant :

- le mémoire des travaux prévus au forfait initial ;

- le mémoire des travaux prévus mais non exécutés ;
- le mémoire des travaux exécutés mais non prévus.

Ces documents récapituleront tous les ouvrages exécutés depuis le début du chantier. Ils seront détaillés, préciseront tous les calculs ayant concouru à la détermination des différents montants et seront accompagnés, le cas échéant, de toutes pièces justificatives.

Si le montant du marché a été modifié par modification contractuelle ou ordre de service, son montant ainsi que sa référence devront clairement ressortir des documents fournis.

Pour le paiement du solde des marchés de travaux soumis au code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception par le maître de l'ouvrage du décompte général et définitif établi dans les conditions fixées par le CCAG.

Le projet de décompte final sera transmis par courrier recommandé avec accusé de réception. Le projet de décompte général ainsi que le décompte général définitif seront établis au format papier et transmis entre les différents intervenants par courrier recommandé.

c) *Délai global de paiement*

Le présent marché est soumis au délai global de paiement de 30 jours selon les dispositions prévues à l'article R.2392-10 du code de la commande publique.

Les modalités de déclenchement du délai de paiement sont prévues à l'article R.2392-10 du code précité. Ce délai pourra être suspendu dans les conditions prévues par ce même article.

d) *Intérêts moratoires*

En application des articles R.2392-10 et R.2392-11 du code de la commande publique, le taux applicable aux intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage calculés sur le prix de règlement toutes taxes comprises. Une indemnité forfaitaire de 40 € est prévue.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le pouvoir adjudicateur retardataire doit s'acquitter de ces pénalités dans un délai de 45 jours à compter de la mise en paiement du principal.

e) *Paiement des co-traitants*

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

f) *Paiement des sous-traitants*

En cas de sous-traitance, il sera fait application des articles L.2393-1 à L. 2393-14, R.2393-29 et R.2393-35 du code de la commande publique.

Pour la facturation électronique, le titulaire se conformera aux dispositions précitées.

g) *Application de la taxe à la valeur ajoutée*

Les paiements versés aux entrepreneurs (titulaire / sous traitants / cotraitants) seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

5. Cession ou nantissement de créances

Dans les cas où le titulaire cède ou nantisse la créance qu'il détient à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire, il sera fait application des articles L.2391-8 et R.2391-28 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

1. Caractéristiques des matériaux et des produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

2. Préparation et coordination des travaux

a) *Programme d'exécution des travaux*

Il est fixé une **période de préparation**, comprise dans le délai d'exécution du marché qui est de **deux mois**. Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser la liste des documents d'exécution au maître d'ouvrage dans un délai de **7 jours** à compter de la réunion de lancement.

En cas de non-respect du délai, une pénalité forfaitaire sera appliquée par jour de retard calendaire. (Cf. Article 10 – Pénalités)

b) *Plan d'exécution – Notes de calculs – Études de détail*

Conformément aux dispositions de l'article 29-1 du CCAG-Travaux, le titulaire devra établir et remettre au maître d'ouvrage et au contrôleur technique des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour les travaux dans un délai de **2 semaines** avant l'échéance des 2 mois de la période de préparation.

Le titulaire complétera les plans d'exécution des ouvrages par les détails de façonnage, détails d'atelier et réservations ou les adaptera à ses propres méthodes d'exécution.

En cas de non-respect du délai, une pénalité forfaitaire sera appliquée par jour de retard calendaire. (Cf. Article 10 – Pénalités)

L'exécution d'un ouvrage ne pourra être commencée par l'entrepreneur qu'après avoir reçu l'approbation du maître d'ouvrage et du contrôleur technique, dans un délai de **2 semaines**.

c) *Avance sur matériels*

Aucune avance sur matériels ou fournitures de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

3. Installation et organisation du chantier

a) *Installation du chantier*

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les modalités de l'installation de chantier sont précisées au CCTP.

b) Alimentation des fluides

L'alimentation des fluides de chantier est précisée au CCTP.

c) Stockage de matériel et de matériaux

Tout dépôt de matériel et de matériaux ne pourra être effectué à l'intérieur des bâtiments sans autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Le local considéré sera remis en état par les soins et aux frais de l'entrepreneur.

d) Sécurisation du chantier

Le titulaire doit maintenir le chantier sécurisé chaque soir. Il devra notamment se référer aux stipulations du CCTP.

En cas de manquement constaté par le Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur se verra appliquer une pénalité par infraction constatée (Cf. Article 10 – Pénalités)..

e) Nettoyage du chantier

Chaque entreprise intervenante doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée. Elle devra évacuer ses propres déchets, dans les conditions fixées au CCTP.

Chaque entreprise doit également procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrage déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

En cas de défaut de nettoyage, une pénalité forfaitaire par infraction constatée sera appliquée (Cf. Article 10 – Pénalités).

f) Registre de chantier

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.5 du C.C.A.G., il n'est pas prévu de registre de chantier.

g) Réunion de chantier

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux, une pénalité par constat d'absence sera appliquée.

4. Protection de la main-d'oeuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

A titre de rappel, les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), ratifiées par la France sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective ;
- la convention sur le travail forcé ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé ;
- la convention sur l'égalité de rémunération ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession) ;
- la convention sur l'âge minimum ;

- la convention sur les pires formes de travail des enfants.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'administration, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification contractuelle au marché.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de la réglementation en vigueur.

En application de l'article R.2343-8 du code de la commande publique, le titulaire produit, le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Des pénalités pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. Dans cette hypothèse, il sera fait application des dispositions de l'article L.8222-6 du Code du travail.

5. Assurances

Par dérogation aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leurs exécutions,
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

Les assurances doivent être à jour pendant toute la durée du marché. Le titulaire a l'obligation de transmettre à chaque échéance, les nouvelles attestations des contrats d'assurances, dans les conditions fixées à l'annexe du courrier de notification.

ARTICLE 9 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

1. Essais et contrôle des ouvrages

Avant toute intervention chaque entreprise se doit de réceptionner ses supports.

L'entrepreneur, en tant que spécialiste doit pallier les insuffisances des détails et les discordances éventuelles entre les CCTP et les plans. Les travaux et fournitures nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, quand bien même ils ne seraient pas expressément mentionnés dans les CCTP, seront à la charge de l'entrepreneur.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG et du CCTP sont assurés à la demande du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est tenu de fournir, à ses frais, tous échantillons et documents nécessaires aux vérifications.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles.

2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de non-respect de remise en état dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, une pénalité sera appliquée.

3. Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux, le titulaire s'engage à remettre les documents en même temps que la demande de réception des travaux.

Il devra fournir :

- * les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés
- * les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages
- * les prescriptions de maintenance.

Les D.O.E seront à remettre au maître d'ouvrage en 3 exemplaires papier + 3 numériques sur clé USB, par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux.

Les dossiers plans et autres documents conformes à l'exécution seront pliés au format normalisé A4.

Une copie des plans sera également fournie sous la forme informatique, dans les conditions suivantes :

- autocad 2017 avec extension .dwg
- dans le cas d'un logiciel différent, avec extension .dxf compatibles .IFC.

La Direction de l'Immobilier du SGAMI OUEST fournira sur demande les fichiers informatiques nécessaires à la remise après travaux des plans et des surfaces détaillées des sites et bâtiments suivant la charte graphique de la « gestion du patrimoine » du Ministère de l'Intérieur.

Les documents nécessaires à l'établissement du DIUO seront remis au CSPS.

Le délai d'approbation par le maître d'ouvrage est de **2 semaines**.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité sera appliquée. (cf. Article 11 – Pénalités)

4. Réception

L'entrepreneur procédera au contrôle et à la révision complète de ses ouvrages et remédiera aux défauts constatés afin de présenter aux opérations de pré-réception des ouvrages en parfaite concordance avec les prescriptions fournies dans le CCTP.

À l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, le Maître d'œuvre fixe un délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception. Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas rempli la totalité des obligations, elle se verra appliquer une pénalité.

La réception s'effectue dans les conditions établies par l'article 41 du CCAG-travaux. Cependant, par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-travaux, la date du procès-verbal de levé des réserves est substituée à la date de réception pour l'envoi du projet de décompte final.

5. Levée des réserves

Par dérogations aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG-travaux, la levée des réserves, avec ou sans réserves, intervient dans le délai demandé par le maître d'ouvrage ou au plus tard dans un délai de 3 mois.

6. Garantie des prestations

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues ; la responsabilité de l'entrepreneur, en cas de désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels causés aux tiers restera en tout état de cause pleine et entière, tant à titre principal que comme garant du maître d'ouvrage y compris si ces désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels ne se sont révélés ou n'ont été portés à la connaissance de l'un ou l'autre des cocontractants qu'après la réception sans réserve des travaux ou arrêté sans réserve du décompte définitif.

Si l'entrepreneur propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il devra souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant **dix ans** compter à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Il devra leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS**Montants des pénalités**

Pénalités		Valeurs	Occurrence	Précisions
Clauses environnementales		50 €	Forfaitaire	Non respect des engagements relatifs au tri des déchets et à la faible nuisance du chantier
Exécution des travaux		200 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Documents d'exécution		50 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai pour la remise de <u>la liste</u> des documents d'exécution Non respect du délai pour la remise des documents d'exécution
Chantier	Nettoyage	100 €	Forfaitaire	Défaut de nettoyage journalier du chantier – Par infraction constatée
		800 €	Forfaitaire	Défaut de nettoyage de fin de chantier – Par infraction constatée
	Réunions	50 €	Forfaitaire	Retard – Par constat
		150 €	Forfaitaire	Absence – Par constat
	Sécurité	300 €	Forfaitaire	Maintien du niveau de sécurisation des locaux (chaque soir / fin de chantier) – Par constat
		100 €	Forfaitaire	Sécurité des personnes/Protection des locaux et ouvrages – Par constat
Repliement des installations et remise en état des lieux		CCAG	Forfaitaire	Non respect du délai
Documents fournis après exécution		50 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Retard pour levée des réserves		200 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable sauf avis contraire.

Modalités d'application

Un décompte mensuel de pénalités est joint à l'état d'acompte au titulaire qui a 10 jours pour faire ses observations.

Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à 1 000,00 € HT pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION

Il sera fait application des dispositions définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 46.2 du CCAG-Travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 46.3 du CCAG-Travaux, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 46.1 du CCAG-Travaux.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 46.4 du CCAG-Travaux.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 48 du CCAG-Travaux, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2343-3 au R.2343-15 du code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1. du CCAG-Travaux, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail conformément aux articles R.2343-8 et R.2344-4 du code de la commande publique, la personne publique signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

ARTICLE 12 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code du commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 – LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 14 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché sera, à défaut d'accord amiable entre les parties dans les deux mois à compter de sa signification par lettre recommandée, soumis au Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent.

Toutefois, le titulaire pourra demander que le différend soit soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable :

DIRECCTE des Pays de la Loire
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
 22 mail Pablo Picasso
 BP 24209
 44042 NANTES Cedex 1

Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Articles CCAG	Articles CCAP
4.1	3
4.2	3.3
28.1	5.1
20	5.2
11.3	7.1.b
28.5	8.3.g
48.1	8.3.h
9	8.5
40	9.3
13.3.2	9.4
41.5 et 41.6	9.5
20.4	10.3
48	10.1
45 à 49	11